

# « Si on est timidement européen, on a déjà perdu »

FRANCE Emmanuel Macron lance un vibrant plaidoyer pour l'Europe

## Emmanuel Macron

Diplômé de l'ENA en 2004, Emmanuel Macron, 39 ans, devient inspecteur des finances avant de commencer en 2008 une carrière de banquier d'affaires chez Rothschild. Membre du Parti socialiste entre 2006 et 2009, il est nommé secrétaire général adjoint de la présidence en 2012 puis ministre de l'Économie en 2014 dans le gouvernement Valls II. En avril 2016, il fonde le mouvement politique « En marche ! ».

► A moins de cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle en France, le candidat d'En marche! continue à faire la course en tête avec Marine Le Pen dans les sondages.

► « L'Europe a égaré la logique du désir », déplore-t-il.



ENTRETIEN  
PARIS

**E**mmanuel Macron est un Européen convaincu, sans doute le plus Européen des principaux candidats à l'élection présidentielle française. Mais il est aussi conscient des faiblesses et insuffisances d'une Union en quête de nouveau souffle. « Plus personne ne propose une dynamique, c'est au contraire la logique du doute qui s'est installée », déplore-t-il.

**L'Europe c'est quoi exactement aujourd'hui ? Un marché de biens, une monnaie unique, un espace de paix ?**  
C'est un projet totalement inédit qui a permis des décennies de paix et prospérité, de manière non hégémonique, comme ce continent ne l'avait jamais connu. Quand on regarde l'Europe à l'échelle du monde on s'aperçoit que c'est le plus petit espace où se concentrent autant de cultures et de langues différentes. Pour la première fois, depuis 60 ans, l'Europe est devenue une création démocratique plurielle. C'est vraiment le trésor que nous porte le Traité de Rome qui a succédé à un autre traité essentiel, celui qui avait d'ailleurs mutualisé ce par quoi on s'est longtemps détruit, le

charbon et l'acier.

**Mais il ne reste plus grand-chose : on observe surtout le retour des égoïsmes nationaux.**

*Cette Europe, on l'a laissée se dévoyer par manque de leadership politique. A la fin des années 90, on a eu une perte du fil directeur et de ce qui était la sève de l'Europe. D'abord il y a eu un dévoiement de ce qui est le Marché unique. Comme disait Jacques Delors, le Marché unique c'est de la liberté mais aussi de la régulation et de la solidarité qui, malheureusement, n'ont pas suivi. Aujourd'hui on doit répondre à ce déséquilibre avec une harmonisation fiscale et sociale de l'Europe.*

**N'est-ce pas trop tard ?**

*L'Europe a égaré ce que j'appelle la logique du désir. Depuis les « non » français et néerlandais, plus personne ne propose une dynamique, c'est au contraire la logique du doute qui s'est installée. C'est ainsi qu'on a eu la discussion sur le « Grexit », puis le « Brexit », et je ne sais quel autre « exit » qui viendrait si on ne cassait pas cette défiance. C'est ce qui arrive quand on ne propose plus quelque chose de positif.*

**L'élargissement de l'Europe a été une erreur ?**

*On voit bien que l'Europe n'a pas su bien gérer l'élargissement ; elle s'est paralysée. Il faut être très honnête, on le voit bien dans les débats qu'on a aujourd'hui avec la Hongrie ou la Pologne. Ça a eu un impact négatif aussi sur la zone euro.*

**La présidence de François Hollande avait promis de « réorienter »**

*l'Europe. Sans y parvenir ? Si la France et François Hollande n'avaient pas été là dans l'été 2012, l'Union bancaire ne se serait pas faite et le pire aurait pu advenir. J'ai pu avoir des désaccords avec le Président sur sa stratégie européenne mais l'Union bancaire est un acquis indispensable pour l'avenir de notre Union.*

**Les résultats sur la sortie de la crise ne sont pas pour autant satisfai-**

sants...

*On voit que le cœur du problème reste l'aléa moral qui empêche d'avancer encore plus sur l'Union bancaire, et notamment sur la solidarité financière entre les Etats. Les Allemands re-*

*fusent d'aller dans cette direction. Ils continuent de dire qu'ils ont déjà payé plus que les autres, ce qui est faux. Nous avons tous payé, la France mais aussi l'Italie. Et l'Allemagne a considérablement bénéficié de l'euro. Cependant, Berlin ne veut pas donner la*

*solidarité sans voir des efforts en contrepartie. Dans ce contexte, la France a fait quelques propositions mais elle n'a pas réussi à reconstruire la confiance dans le couple franco-allemand.*

**Et comment voudriez-vous faire pour rétablir cette confiance ?**

*Si la France veut redevenir moteur de l'Europe, elle doit aller au bout de cette discussion. Nous devons admettre que*

*nous n'avons pas fait la totalité des réformes chez nous, pour commencer. C'est pour cela que je porte les réformes clés sur l'emploi, la formation professionnelle, l'éducation et le dialogue social, tout en gardant une trajectoire financière crédible sans les ambiguïtés qu'il y a eu en 2013.*

**Les critiques à l'Europe sont aussi sur la concurrence interne entre travailleurs, les droits sociaux,**

**les systèmes d'impôts. Pourquoi rien ou très peu a été fait ?**

*C'est encore plus puissant que le débat que nous avons eu à l'été 2012 sur la gestion de la crise. Dans ce cas, la pression ne vient pas des marchés, mais des peuples. C'est sur quoi joue Marine Le Pen. Il faut essayer par exemple d'expliquer que de nombreux Français qui travaillent dans des pays de l'Union bénéficient aussi de la directive sur les travailleurs détachés, tout en s'attaquant aux réels abus. Il faut avoir une stratégie européenne ferme sur ces sujets sinon les peuples penseront que l'Europe devient un mécanisme de casse des règles sociales. C'est aussi la démonstration qu'une trop grande hétérogénéité affaiblit l'Europe.*

**Donc il faut revenir à une Union européenne avec moins de pays, plus proche de celle de la fondation ?**

*J'assume pleinement la vision d'une Europe à plusieurs vitesses qui existe déjà dans la réalité. Dans l'Europe à 28, et bientôt à 27, on peut avancer sur l'énergie et le digital. Sur la défense, on peut ouvrir une coopération ad hoc, prévue par les traités, entre notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, en associant aussi la Grande-Bretagne. Dans la zone euro, on doit avoir une convergence fiscale et sociale, avec un budget, un exécutif et un parlement en format zone euro. Mon idée est de lancer une consultation démocratique sur cette feuille de route.*

**Quelle forme prendra cette consultation ?**

*Ce serait des Etats généraux que les 27 pays devront organiser. Je pense qu'il y a un vrai désir de participation démocratique sur l'Europe. Les pro-européens ont eu trop peur de la démocratie. Je pense qu'on ne peut pas faire avancer l'Europe sans les peuples. Mais soyons clairs. Si un pays ne veut pas avancer il ne doit pas bloquer les*

*autres. C'est un concept que j'ai repris d'ailleurs à Mario Monti.*

**Vous ne refusez pas qu'on vous définit comme « populiste »... ?**

*Le mot « populiste » est un mot-valise. Si c'est parler au peuple, je n'ai aucun problème. Si c'est flatter le peuple, c'est-à-dire démagogique, ce n'est pas mon cas. Sur l'Europe et sur d'autres sujets, je ne dis pas aux gens ce qu'ils veulent entendre. J'assume mes convictions.*

**Un deuxième tour entre vous et Marine Le Pen serait un choix entre un « oui » et un « non » à l'Europe ? On connaît la réponse qu'il y a eu en 2005. Ne prenez-vous pas un immense risque en défendant ainsi l'Europe ?**

*Si on est timidement européen, on a déjà perdu. Moi j'aime furieusement l'Europe, mais je dis qu'elle ne marche pas, qu'il faut la refonder. C'est François Mitterrand qui le disait : le nationalisme, c'est la guerre. Dans ma région, à Amiens, il n'y a que des cimetières militaires. C'est ce que pro-*

*pose Marine Le Pen : recréer de la conflictualité en Europe. Face aux extrémismes, si le parti de la raison décide d'abandonner, cède à la tyrannie de l'impatience, nous sommes morts. ■*

Propos recueillis par  
MARIO CALABRESI

ET ANAIS GINORI (LA REPUBBLICA)

PRÉSIDENTIELLE  
**2017**  
**J-45**

**« J'assume pleinement la vision d'une Europe à plusieurs vitesses qui existe déjà »**

#### ACCUEIL DES MIGRANTS

**« Je refuse un délitement de nos valeurs »**

**L'Europe s'est montré impuissante dans la gestion de la crise migratoire. Que feriez-vous si vous êtes élu ?**

*J'ai rendu hommage à la Chancelière Merkel qui a eu un discours responsable et digne en refusant l'amalgame entre migrants et réfugiés. Mais il est vrai que l'Italie a très tôt alerté sur le problème en Méditerranée et les limites du système de Dublin. Malheureusement l'Europe n'a pas anticipé la*

*crise, après nous avons tardé à avoir une approche coordonnée et nous avons manqué de solidarité. Donc, on a voulu répartir des migrants alors qu'ils étaient déjà arrivés et puis on a négocié un accord avec la Turquie qui a fermé la route des Balkans mais rouvert celle de la Libye. La solution est déjà d'avoir une gestion des demandes d'asile avec les pays de départ et de transit, avec des frontières extérieures de l'Europe mieux protégées. C'est le seul moyen d'être efficace et humain. A ce moment il peut y avoir une répartition efficace entre les Etats membres.*

**C'est exactement ce qui n'a pas**

**fonctionné : beaucoup de pays membres, comme la Hongrie, ont refusé la répartition...**

*J'en ai assez de voir ce comportement qui s'est sourdement installé : c'est-à-dire de la défiance et le non-respect de nos principes par certains Etats membres. Dans les traités, il y a déjà des sanctions prévues quand on ne respecte pas les valeurs communes. On ne peut pas menacer des procédures de sanctions totalement légitimes sur les déficits publics et l'équilibre de nos budgets, et puis les ignorer quand des pays ne respectent pas des droits fondamentaux. Je ne veux pas que, dans l'Union européenne, il puisse y avoir un délitement de nos valeurs.*